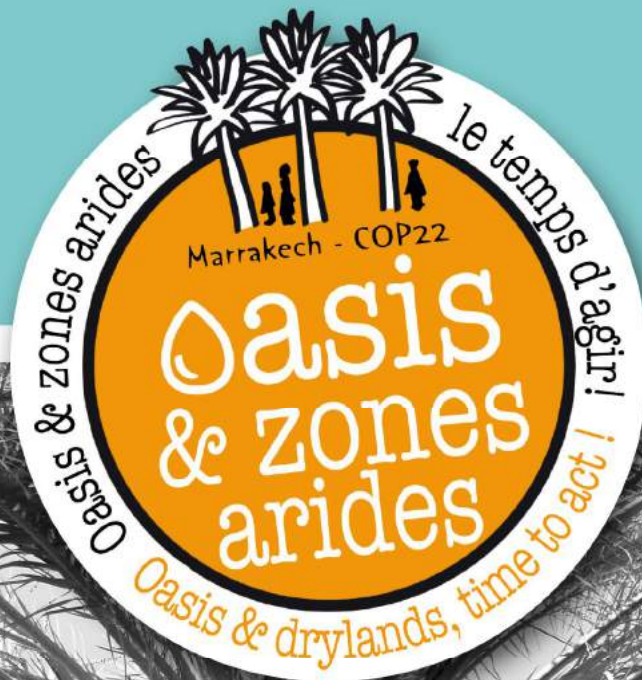




Compte rendu

Espace "Oasis & zones arides"

Du 7 au 18 novembre 2016



www.raddo.org



La société civile se mobilise et place les oasis et les terres arides au centre des préoccupations à la COP22 de Marrakech !

Du 7 au 18 novembre 2016



Compte-rendu



- Edito -

Les feux de la COP22 de Marrakech se sont éteints et les milliers de délégués sont remontés dans les avions pour rentrer chez eux: en attendant une nouvelle COP et les miracles qu'elle sera censée délivrer?

A l'évidence, le Maroc a tenu jusqu'au dernier moment à se mobiliser à l'extrême pour assurer un accueil conforme à ses engagements, à sa tradition, aux nécessités de la sécurité. Pari tenu. Le pays s'est aussi positionné en interlocuteur pour l'adaptation et l'agriculture sous forme d'une ambition de leadership en Afrique; comme en a témoigné le sommet des chefs d'états africains organisé sur place et les initiatives en corollaire , triple A, triple S, Oasis durables, pour ce citer que les plus emblématiques ...

Côté négociations, la « COP22 de l'action » n'a pas réussi à supplanter l'accord de Paris qui reste une référence forte dont on peut s'interroger si des engagements supérieurs vont être pris de si tôt. Les plus vulnérables qui espèrent la justice climatique attendront que les « dialogues de facilitations » et autres mécanismes onusiens débouchent sur des engagements plus tangibles, notamment en matière d'agriculture et de gestion des ressources naturelles, de reconnaissance et de financements des pertes et dommages, de financement de l'adaptation. En attendant, l'explosion d'initiatives de toutes natures, très fortement dynamisées par le secteur privé nous forcent à saluer cette arrivée d'une part, mais aussi, sans toutefois diaboliser, à nous pencher sur les régulations qui garantiront le bien commun. Les affaires seules ne peuvent être l'alpha et l'oméga de l'avenir que nous voulons.

La séparation entre zone verte et bleue, les conditions d'accès et les distances n'ont pas favorisé le mixage des acteurs, et beaucoup de délégués et décideurs de la zone bleue ont eu tendance à l'entre soi, à l'exception notable de quelques personnalités, entres autres marocaines, et du Président François Hollande, qui ont rendu visite à l'espace OZA. Qu'ils soient assurés de notre gratitude pour leur geste.

Pourtant les espaces réservés à la société civile ont été incroyablement fréquentés et vivants, peut-être quelquefois trop bruyants, mais toujours créatifs et enthousiastes donnant du crédit à cet autre monde nécessaire qui s'impose désormais plus urgent que nous le pensions.

Quoi qu'il en soit l'espace Terres Arides et Oasis fut le lieu de rendez-vous de très nombreux acteurs, curieux venus s'informer ou encourager. Grâce à tous ceux qui ont rendu cette initiative possible, des bailleurs aux participants en passant par les organisateurs, l'Espace Oasis & zones arides a porté haut les couleurs de l'action à la base avec la société civile.

Patrice Burger, Directeur du CARI



- Sommaire -

Introduction.....	6
I. Un espace dédié aux oasis et aux terres arides.....	7
II. Des side event pour porter la question des oasis et des terres arides.....	8
III. Les moments forts.....	15
IV. De nombreux évènements supplémentaires.....	22
V. Communication.....	28
Conclusions.....	30
Annexes.....	32





- Introduction -

Du 7 au 18 novembre à Marrakech, le CARI, le RADDO et ses partenaires se sont mobilisés dans le cadre de la 22^{ème} Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement climatique (CCNUCC) pour replacer les oasis et les terres arides au centre des négociations.

Une force de propositions pour enrichir les débats autour des terres !

Dans l'espace "Oasis & zones arides" (OZA), les acteurs présents et invités, en grande partie de la société civile agissante mais aussi de certains états, bailleurs de fonds et des organisations internationales, ont partagé leurs préoccupations et leurs expériences. Ils ont profité des débats, side event et agoras, pour mettre en avant leurs propositions et leurs solutions pour produire, agir et vivre en terres arides.

OZA, un espace multi acteurs au cœur de la COP22

Actif depuis plus de 20 ans sur le terrain et dans les instances internationales, le CARI travaille en faveur des populations pauvres des zones arides et plaide pour une reconnaissance de leurs problématiques via une implication de la société civile. Il coordonne notamment plusieurs réseaux de la société civile dont le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADDO) qui été fortement impliqué dans cette initiative et le Réseau Sahel Désertification (ReSaD).

A son initiative et en lien avec le pôle société civile de la COP22, une dizaine de structures de différents pays, dont les membres du RADDO et du ReSaD mais aussi des OSCs marocaines, se sont réunies pour porter le témoignage, la voix et la dynamique des oasis et des terres arides au sein d'un espace multi-acteurs; l'espace "Oasis & zones arides" situé dans la zone verte, au sein du pavillon société civile.



Plus d'une trentaine d'événements formels, de rencontres, de projections et de conférences ont permis des regards croisés et des rencontres entre scientifiques, pouvoirs publics, collectivités, acteurs de terrain visant à sensibiliser et faire progresser la cause des terres et des populations en zones arides. Un plus grand nombre de rencontres informelles a certainement permis de faire avancer les partenariats et projets.



Cette initiative a été fortement soutenue par différentes structures internationales, et en tout premier lieu par l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans le cadre du projet « gestion adaptative des écosystèmes oasiens du Maghreb », la Banque Mondiale, la convention des Nations-Unies de lutte contre la désertification (CNULD), appuyant ainsi le soutien plus structurel du RADDO depuis plusieurs années de l'Agence

Française de Développement (AFD), de la Coopération de Monaco, du CCFD, des micro financements du FEM/PNUD. Grâce à ces soutiens le CARI et ses partenaires ont pu œuvrer pendant les deux semaines de la COP22.

I. Un espace dédié aux oasis et aux terres arides

Le CARI et ses partenaires ont tenu un espace dédié aux terres arides et aux oasis durant les deux semaines de la COP22 à Marrakech. Au total, 15 personnes ont pu être prises en charge venant notamment des différents pays du Maghreb et du Sahel, et **16 associations** étaient présentes :

- Le CARI en tant que coordinateur du RADDO;
- Les membres du RADDO : AOFEP du Maroc, ASOC de Tunisie, Tenmiya de Mauritanie, association El Argoub d'Algérie, Almadeina du Niger et Lead du Tchad;
- Les membres du ReSaD : la plateforme SPONG du Burkina Faso, la plateforme CNCOD du Niger et la plateforme GCOZA du Mali;
- Les membres de l'espace OZA: Agrisud International, Fondation Norsys, Morocco Peace, Association Joudour et Taragalt, Fondation Drâa Tafilalet.

Les associations se sont relayées au cours des 12 jours d'activité pour assurer une permanence et animer l'espace via des projections et des débats. Au total, une quinzaine de débats et de projections ont été organisés sur l'espace, et plusieurs milliers de visiteurs ont été accueillis dont un grand nombre de responsables techniques, scientifiques, de services, politiques, etc...

L'espace était donc un lieu d'information. Le CARI avait anticipé et réalisé un ensemble de supports de communication (banderole, panneaux, programme, pochette...) et un document de plaidoyer en faveur de la gestion adaptative des oasis, regroupant les déclarations les plus significatives sur le sujet des oasis et des terres arides :

- ✓ Appel des oasis, Sommet de la terre, Johannesburg, 2002;
- ✓ Lutte contre la désertification : les oasis au péril du changement climatique, Doha, décembre 2012;
- ✓ Manifeste international pour la sauvegarde des oasis et la vie oasienne, Zarzis, mars 2013;
- ✓ Déclaration de Montpellier « Terres et changement climatique », forum Désertif'actions, Montpellier, juin 2015;



- ✓ Appel de Zagora, Zagora, janvier 2016;
- ✓ Déclaration de Marrakech, Pour des oasis durables au Maghreb, Marrakech, octobre 2016;
- ✓ Déclaration de Tozeur pour une justice climatique partagée, FIO Tozeur, octobre 2016.

Au total, 1000 supports de plaidoyer ont été distribués (français/anglais) et 1000 programmes ainsi que 500 sacs contenant autant de stylo, autocollant, bloc note, badge et carte-postale.

II. Des side event pour porter la question des oasis et des terres arides

La présence de nombreux partenaires pendant les deux semaines de la COP à Marrakech a permis d'organiser un grand nombre de side event, d'Agoras et de débats. Un programme d'activités spécifique a été conçu et diffusé sur le stand et tout au long de la COP dans lequel des événements sur et en-dehors du site (visites de terrain) étaient programmés quotidiennement. En plus de cela, la présence des membres du RADDO et du ReSaD a constitué un véritable réservoir d'expertise permettant de contribuer au pied levé à des événements supplémentaires. Toutes ces interventions étaient bien évidemment l'occasion de porter la problématique des oasis et des terres arides, et mettre le doigt sur l'urgence de la situation et la nécessaire mobilisation en faveur de ces régions.

Au total ce sont plus de **35 rencontres** qui ont été organisées et auxquelles les membres ont participé ainsi que **6 Agoras** animées dans la zone verte.

Trois de ces événements étaient directement organisés par le CARI et les partenaires des réseaux RADDO, ReSaD et Drynet.

Terres et eaux en fuite dans changement climatique : quelle mise en œuvre de la neutralité en matière de dégradation des terres ?

8 novembre – CARI/Drynet/UNCCD

Le 8 novembre, le réseau international sur les terres arides Drynet, le CARI et leurs partenaires ont organisé dans le cadre de la COP22 de Marrakech un side event intitulé : "Terres et eaux en fuite dans changement climatique : quelles mises en œuvre de la neutralité en matière de dégradation des terres ?"



Intervenaient à ce side event :

- Marcos Montoiro, Convention des Nations-Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULD) ;
- Jean-Luc Chotte, IRD et membre du SPI UNCCD ;
- Nabil Ben Khadra, Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) ;
- Noël Oettle, Drynet/EMG ;
- Abdulay Karama, Réseau Sahel Désertification (ReSaD).



60 personnes ont participé à cette conférence multi-acteurs qui avait pour objectifs de présenter l'état de la dégradation des terres et des ressources en eau.

Aujourd'hui, 2 millions de personnes vivent sur des terres dégradées. Cette dégradation est déjà très visible notamment sur le continent africain avec la chute de la rentabilité des terres cultivables. On estime à 30% la perte de la rentabilité des terres agricoles africaines d'ici 2050.

"Les terres en Afrique sont un enjeu de développement. 70% des terres arables sont en Afrique et particulièrement en Afrique saharienne avec un grand potentiel d'irrigation. Mais seulement 6,5% de ce potentiel est aujourd'hui utilisé." Nabil Ben Khatra, OSS

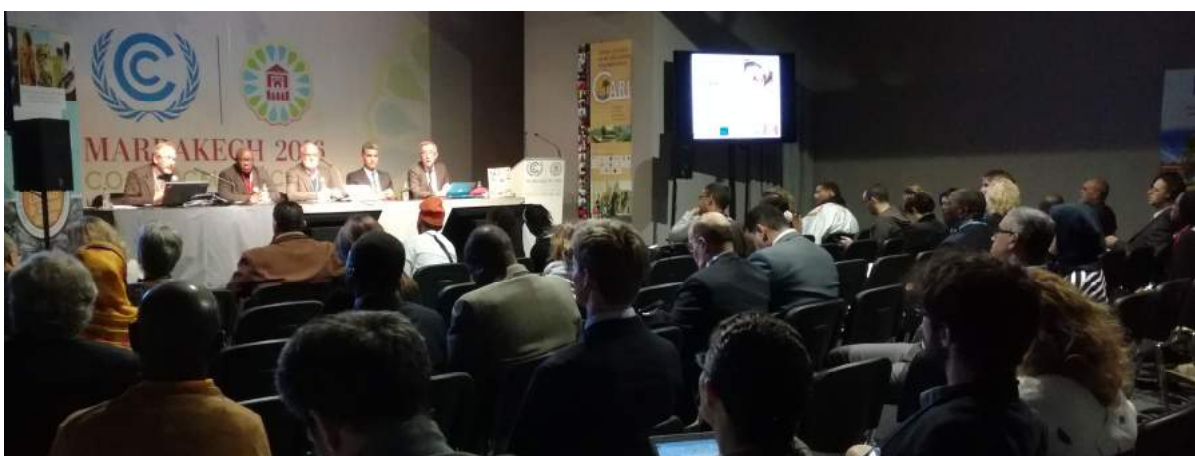
Ce rendez-vous était l'occasion de revenir sur le concept de Land Dégradation Neutrality (LDN) et ses possibilités de mise en œuvre à différentes échelles: du local au multi-latéral.

Marcos Montoiro a renouvelé l'appui du secrétariat dans la mise en œuvre des plans nationaux. Il précise également que l'approche du LDN, qui est une démarche générale, n'empêchera pas une prise en compte des spécificités pays.

" Le concept de LDN ne doit pas vouloir seulement dire "compenser". Il ne s'agit pas de continuer à dégrader ici et réhabiliter ou restaurer la-bas". Nabil Ben Khatra, OSS

Jean Luc Chotte lui est revenu sur ce que pense la science de ce concept et défini a les actions du SPI: éviter, réduire et réhabiliter les terres dégradées. Le contexte local est important dans le travail réalisé par le SPI.

Les intervenants ont également souligné l'intérêt de l'approche genre dans la lutte contre la désertification et notamment dans le domaine de l'eau avec l'expérience menée par l'OSS via le projet des ambadrices de l'eau. En ce qui concerne l'eau, en Afrique, les ressources en eaux sont disponibles mais la mobilisation des pays africains est encore à renforcer pour une meilleure gouvernance de la gestion de ces ressources.





La gestion durable des terres nécessite l'implication de tous les acteurs pour assurer la rentabilité et la durabilité. L'agroécologie pourrait être une des solutions pour lutter contre la dégradation des terres et ainsi contribuer à améliorer la rentabilité des terres cultivables et réduire la pauvreté pour limiter les flux migratoires.

"Remettons le carbone à sa place, il faut abandonner les pratiques actuelles." Abdoulaye Karama, SOS-Sahel / SPONG / ReSaD

La gestion adaptative des oasis du Maghreb

9 novembre – RADDO / FAO / UMA

Le RADDO, la FAO et l'UMA en partenariat avec l'ANDZOA, l'AOFEP et le programme de Gestion Durable des Ecosystèmes Oasiens (GDEO) en Tunisie ont organisé un side event sur la gestion adaptative des oasis au Maghreb. Le but était de rappeler la nécessité d'une approche concertée et d'une gestion adaptative des agrosystèmes oasiens du Maghreb à travers la présentation de différentes initiatives en faveur des oasis. Plus de 80 personnes ont assisté à l'évènement.

Les intervenants :

- Mohamed BADRAOUI, directeur de l'INRA Maroc
- Ibrahim HAFIDI, directeur de l'ANDZOA
- Mohamed ZMERLI, coordinateur du programme GDEO
- Faouzia CHAKIRI, représentante de l'UMA
- Lahcen KABIRI, président de l'association AOFEP point focal du RADDO au Maroc
- M. Blarel, représentant de la Banque Mondiale
- Jean-Baptiste Cheneval, coordinateur international RADDO



Les oasis connaissent actuellement des changements très observables qui menacent leur existence.

L'oasis aujourd'hui est confrontée à des enjeux climatiques qui se manifestent dans la diminution des pluies annuelles, l'augmentation des températures annuelles mais également à des enjeux démographiques qui se traduisent par une urbanisation des zones cultivées.

GESTION ADAPTATIVE ET RÉSILIENCE DES SYSTÈMES OASIENS AU MAGHREB

Véritables laboratoires de développement durable en matière de gestion de l'eau et des terres en milieu aride, les oasis sont porteuses d'expertise d'agriculture écologiquement intensive et d'ingénierie sociale adaptée aux ressources naturelles rares. Historiquement résilientes, elles sont aujourd'hui menacées par le réchauffement climatique et la globalisation et constituent des marqueurs sur la ligne de front de la désertification. Au Maghreb, depuis quelques années, une dynamique nouvelle associant Etats, collectivités, organisations internationales, OSCs et scientifiques lance des initiatives destinées à la sauvegarde et la valorisation de ces milieux. Elles seront abordées dans ce side event.

Invités: Mr Mohamed Badraoui – Directeur INRA Maroc; Mr Becouche – Secrétaire général Union du Maghreb Arabe; Mr Hafidi – Directeur général ANDZOA, Maroc; Mr Nouredine Nasr – FAO; Mr Mohamed Zmerli - Coordinateur PGDEO, Tunisie; Mr Lahcen Kabiri – RADDO - Président AOFEP, Maroc.





Le Maroc a perdu presque les 2/3 de ces palmeraies, situation très alarmante qui a poussé le gouvernement marocain à intervenir d'une manière urgente avec notamment la création de l'ANDZOA (Agence Nationale pour le développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier), qui intervient avec une stratégie de développement durable et intégrée des oasis pour les rendre plus attractif à travers un tourisme responsable, un territoire compétitif via l'investissement dans les différents secteurs prometteurs tels que l'agriculture, les mines... Ceci tout en préservant le patrimoine oasien (biodiversité, géo diversité et la diversité culturelle).

Au titre d'exemple le programme multisectoriel de l'ANDZOA ou l'initiative IOD (Initiative Oasis Durable), qui a été lancée lors de la COP22. Cette initiative dont l'objectif principal est de faire reconnaître le patrimoine oasis, de préserver biodiversité et culture, et enfin de développer l'économie et le social en favorisant la recherche scientifique.

En matière des changements climatiques l'ANDZOA profite des fonds internationaux pour s'adapter avec par exemple le PACC-ZO (Programme d'Adaptation aux changements climatiques dans les zones oasiennes).

La Tunisie à son tour est connue par ses belles oasis côtières qui constituent un patrimoine historique et culturel riche et varié, qui risquent de disparaître sans intervention urgente en matière d'adaptation aux aléas climatiques. C'est dans ce sens que s'inscrit le projet GDEOT (Gestion Durable des Ecosystèmes Oasiens en Tunisie), dont l'objectif principal est la gestion durable des ressources naturelles et la promotion de la diversification des modes et moyens de subsistance des oasis.

Le projet souligne des principes clé pour avoir un impact durable tel que l'adoption d'une vision intégrée, concertée et participative, ainsi que l'intégration de recherche scientifique dans les différents maillons de la gestion adaptative et durable. Aussi une formation et renforcement des capacités s'avèrent nécessaires pour tous les acteurs à différents niveaux.





L'UMA (Union Maghreb Arabe), joue un rôle important en matière des changements climatiques à travers ses chartes et ses projets de concertation sous régionale dans les mécanismes lié aux changements climatiques.

De ce qui précède on note que les programmes de gestion durable et adaptative doivent suivre une approche régionale spécifique et multisectorielle en prenant en compte la coordination entre les différentes parties prenantes y compris la population concernée et la synergie entre les différentes institutions et organismes en matière d'intervention.

En plus de la société civile dont son rôle ne s'arrête pas seulement au niveau de la sensibilisation, mais plus, elle fait l'intermédiaire entre les communautés locales et les institutions publiques, privés, nationaux et internationaux à tous les niveaux des projets, dans la formation l'accompagnement et tout le processus des programmes ou projets. La valorisation des savoirs locaux est un point fort qui permet l'atteinte des objectifs d'un projet, en prenant en compte toutes les catégories sociales, à savoir les femmes et les enfants.

En conclusion, le projet « Gestion Adaptative et Surveillance des Systèmes Oasiens au Maghreb », financé par le GEF et coordonnée par la FAO/GEF vient en appui à l'ensemble de ces initiatives en voulant renforcer leur articulation. Il a pour objectif global de renforcer, élargir et soutenir la gestion adaptative et la surveillance des écosystèmes oasiens au Maghreb. Et ceci ci travers :

- Le renforcement des capacités institutionnelles ;
- La sélection et le partage des meilleures pratiques pour la gestion adaptative des systèmes oasiens ;
- La sensibilisation des responsables politiques, des collectivités, des associations sur les systèmes oasiens et les outils de gestion adaptative.





Agroécologie, une alternative pour l'agriculture familiale en zones arides et dans les oasis

17 novembre – CARI / RADDO / FAO



LE CARI et le RADDO ont organisé le 17 novembre un side event sur l'agroécologie en zones arides et plus particulièrement en milieu oasien faisant intervenir plusieurs personnes :

- Parviz Koohafkan (SIPAM)
- Asmaa Jlidi (ASOC / RADDO)
- Sylvain Berton (Agrisud international)
- Mohamed Brik (El Argoub)
- Jean-Baptiste Cheneval (RADDO / CARI)

L'AGROÉCOLOGIE, UNE ALTERNATIVE POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE EN ZONE ARIDE ET DANS LES OASIS DANS UN CONTEXTE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans les problèmes comme dans les solutions pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, le type d'agriculture mis en œuvre a des impacts significativement différents sur les émissions de gaz à effet de serre ou de stockage de carbone. Dans ce contexte les agricultures familiales et notamment les agricultures écologiquement intensives sont porteuses d'espoirs pour une transition agricole permettant de réduire le réchauffement en même temps que d'apporter une contribution à la lutte contre la pauvreté et à la recherche de sécurité alimentaire. Quelles réponses peuvent apporter l'agroécologie oasienne et les pratiques traditionnelles à cette nécessaire mutation ?

Invités: Mr André Leu – Directeur IFOAM ; Mr Parviz Koohafkan – Président Fondation SIPAM, Italie; Mme Asmaa Jlidi - Administratrice ASOC Tunisie; Mr Sylvain Berton – Directeur des programmes AGRISUD International, France; Mr Mohamed Brik – Président Association El Argoub, Algérie; Mr Jean-Baptiste Cheneval – Coordinateur RADDO, France. **Moderation:** Patrice Burger, Directeur CARI

M. Koohafkan a rappelé l'importance des systèmes traditionnels dans la préservation de l'environnement, des savoir-faire mais également la lutte contre le réchauffement climatique. C'est ce qu'il appelle les systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (SIPAM) qui sont le résultat de l'adaptation des communautés à leur territoire donnant lieu à des paysages et des agrosystèmes riches en biodiversité et synonymes de durabilité. Malheureusement ces SIPAM font face aujourd'hui à différentes crises notamment sous les effets de la mondialisation. Le FAO a engagé un programme en faveur de ces systèmes afin d'assurer leur reconnaissance et assurer leur reproductibilité et agit aussi bien au niveau international, national que local. M. Koohafkan a présenté différents SIPAM. Les oasis de l'Atlas au Maroc, de Ghout en Algérie ou encore ceux de Gafsa en Tunisie ont été inscrits comme SIPAM et bénéficient du soutien du programme. Les SIPAM sont de vrais outils de lutte pour sécurité alimentaire et de véritables modèles agroécologiques.

Les différents projets présentés par la suite sont venus illustrer l'intérêt de l'agroécologie comme outil de développement. Le projet présenté par Agrisud a été réalisé la commune de Ghassat dans la région de Ouarzazate et a concerné 185 exploitations. Ces exploitations ont été accompagnées pendant 2 ans





en partenariat avec la Fondation Norsys et l'ORMVAO. Après un diagnostic de chacune des exploitations, celles-ci ont bénéficié d'un appui dans différents domaines comme l'élevage, la maraîchage, l'arboriculture ou la gestion. Agrisud a pu constater un impact sur les pratiques agri-environnementale avec l'adoption au minimum d'une nouvelle pratique et également sur le revenu agricole. Les différents douars alentours ont demandé d'intégrer le projet.

L'ASOC a ensuite présenté un projet de préservation des semences oasiennes. Dans l'oasis de Chenini, les agriculteurs doivent faire face à une baisse de la diversité des productions et donc de leur capacité à adapter les cultures à leur environnement. L'ASOC a donc contribué à former un premier groupe d'une quinzaine d'agriculteurs. Ces agriculteurs constituent les futurs formateurs pour une formation plus large dans la zone oasienne de la Tunisie. Plus d'une vingtaine de variétés ont été cultivées et les parcelles de reproduction des agriculteurs ont pu être aménagées. Afin de valoriser ce travail, l'ASOC a favorisé la participation des agriculteurs à différentes foires et propose d'élargir l'initiative à la région oasienne. L'objectif serait bien évidemment de favoriser la préservation et diffusion des semences mais également renforcer le lien avec la recherche et les ingénieurs. A terme, l'objectif est de créer une banque de semences et alimenter un marché local.

Le projet présenté par le CARI a permis d'illustrer les possibilités de diffusion des pratiques agroécologiques. Suite à un diagnostic de Jorf, le CARI a accompagné un agriculteur dans l'évolution de ses pratiques sur les différents ateliers constitutifs de sa ferme. Celle-ci a ensuite servi de lieu de formation et de démonstration pour les agriculteurs locaux et au-delà. Ce sont plus de 400 personnes qui ont bénéficié d'activités de formation ou de sensibilisation sur cette ferme. Les résultats ont été concrets aussi bien sur la ferme avec une évolution des pratiques et du revenu agricole que chez les agriculteurs dont un grand nombre a adopté au minimum une pratique. Cette initiative fait écho à celle qui a été présentée par M. Brik président de l'association El Argoub basée à Laghouat en Algérie. Ils travaillent à la diffusion des pratiques d'agriculture biologique grâce à un centre de démonstration associant agriculteurs et chercheurs.

Plus de 60 personnes ont assisté aux présentations et contribué au débat qui a suivi.





III. Les moments forts

En plus des side event qu'ils ont organisé, le CARI et le RADD0 ont contribué à plusieurs moments forts autour des terres arides et des oasis. Ces événements étaient l'occasion notamment de porter la problématique oasisienne dans les différentes instances de la COP22.

Eau et Climat : rendre l'eau à la terre pour restaurer le climat

8 novembre – Coalition Eau

Le 8 novembre, Tenmiya et l'AOFEP, membres du RADD0, ont contribué au Side-event « Eau et Climat : rendre l'eau à la terre pour restaurer le climat », organisé par la Coalition Eau, France Libertés et Coordination Eau Ile-de-France, dans le cadre de « Eau, Planète et Peuples ».

Ce side-event a permis de mettre en avant le fait que notre gestion des cycles de l'eau est rarement considérée comme un des facteurs du changement climatique et pourtant : les activités humaines dérèglent le cycle de l'eau local (déforestation, imperméabilisation des sols, surexploitation des nappes...), ce qui influe sur le climat local. Les communautés locales, premières affectées par le changement climatique car plus vulnérables, sont détentrices de connaissances et savoirs ancestraux qui nourrissent les réflexions pour des solutions alternatives de lutte contre le changement climatique.

Plusieurs solutions pour restaurer le cycle de l'eau ont été partagées :

- L'expérience de l'Agence Rhône Méditerranée Corse, en France, pour favoriser la désimperméabilisation des sols avec le témoignage de Martin Guespereau, ancien directeur de l'agence
- L'expérience de Tenmiya en Mauritanie pour développer des techniques de gestion économe des ressources en eau (Mohamed Tourad, directeur de Tenmiya)
- L'exemple des Khetaras au Maroc, système gravitaire d'irrigation des oasis (Ahmed Jaakou, vice-président AOFEP).
- L'expérience des johads, en Inde, une technique ancienne de stockage de l'eau de pluie qui permet de maintenir le cycle de l'eau en zone aride avec la vidéo de Rajendra Singh





Les oasis : résilience et développement durable

8 novembre - AACE

Ce side event organisé par l'association action citoyenne et écologique (AACE) a permis de faire un état des lieux des enjeux liés au changement climatique en zone oasienne. Jean-Baptiste Cheneval, coordinateur international du RADD0 a rappelé l'urgence de la situation climatique et la nécessité de proposer un modèle de développement spécifique aux zones oasiennes reposant sur la notion de développement durable. En plus des augmentations de températures (2°C d'ici 2050 pour les zones oasiennes) et des baisses de précipitations prévues, on constate dès à présent des modifications du milieu (avancée des dates de floraison du palmier, baisse des nappes sous l'effet conjugué du climat et des activités humaines ...). Pour faire face à cette situation, Lahcen Kabiri, président de l'AOFEP et enseignant chercheur, insiste sur la nécessité de coordonner les efforts et créer des synergies entre les différents acteurs tout en impliquant les populations locales. C'est la démarche engagée par le projet de biosphère des oasis du Maroc (RBOSM) qui souhaite articuler activités humaines et la préservation des territoires dans leur diversité. L'intervention de Yassine Dinar, président de l'AACE, en plus de présenter la diversité des systèmes oasiens au Maroc, rappelle que les oasis sont des indicateurs face aux processus de désertification et climatique.



Mobilisation aux portes de la COP22

12 novembre - RADD0

Pour ne pas se limiter à l'espace OZA et porter encore plus fort la cause des oasis, les membres du RADD0 ont organisé un événement aux portes de la COP22. Avec l'appui des organisateurs et du Wali, l'équipe du RADD0 a pu installer tout au long de la matinée l'unité mobile de l'AOFEP devant la COP22. Armés de cette unité pédagogique, les membres sont allés à la rencontre des personnes arrivant sur les lieux et venant du monde entier. La distribution de produits de l'oasis, de plaquettes et de documents de plaidoyer était l'occasion de sensibiliser à la cause oasienne. Ce sont plus d'une centaine de personnes qui ont ainsi été interpellées. Des personnalités se sont même prises au jeu comme le Ministre de l'agriculture marocain ou encore le sénateur français, M. Placé. Cet événement a été l'occasion de répondre aux questions de nombreux journalistes radio ou télévisés. L'effort déployé pour faire rentrer l'unité sur la COP22 n'a pas été vain.



Oasis : quelle justice climatique ?

12 novembre – La Ruche / CARI / RADO



Après avoir organisé le forum international des oasiens (FIO) à Tozeur au mois de septembre 2016, La Ruche de Tozeur avec l'appui du CARI a organisé un échange afin de valoriser les différentes recommandations issues du forum. Ainsi, se tenait sur le pavillon Tunisie en zone bleue une rencontre sur le thème « quelles justice climatique pour les oasis ? ». Animée par Jean-Baptiste Cheneval du CARI, la parole a été donnée tour à tour à Salem Bensalma, représentant de la Ruche, Awatif Mabrouk, sociologue, Mohamed Bachri, représentant de l'ANDZOA et Lahcen Kabiri, président de l'AOFEP.



M. Bensalma a présenté l'initiative du forum international des oasiens. Ce forum multiacteurs était le premier du genre en Tunisie qui a réuni plusieurs centaines de participants. En est sortie une déclaration présentée par Awatif Mabrouk, sociologue. Cette déclaration insiste sur la situation critique des oasis du Maghreb et l'urgence d'une intervention. Mme Mabrouk a également souligné le rôle de la femme oasisienne dans les processus de changement. Mohamed Bachri a ensuite présenté l'initiative du Maroc en faveur des oasis illustrant ainsi les possibilités de mobilisation publique. La construction d'une agence est venue concrétiser s'est engagement du Royaume en faveur de la préservation et du développement des zones oasiennes. Enfin Lahcen Kabiri a élargi le débat au travail des OSC en présentant les initiatives de l'AOFEP et du RADD0. Partant de son expérience de terrain, il a également insisté sur la nécessaire implication des populations locales.

Lancement de l'Initiative Oasis Durables par le gouvernement marocain

14 novembre – ANDZOA / MAPM

Le Royaume du Maroc a saisi l'occasion de la COP 22 pour lancer **l'Initiative Oasis Durables** portée à travers le Ministère de l'Agriculture et la Pêche Maritime. Cette initiative intitulée "Oasis durables", est inspirée des actions pionnières dans les écosystèmes oasiens menées dans plusieurs pays au Maghreb dont le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie d'une part, et des urgences constatées à propos de la durabilité des oasis dans le monde. Elle fait suite à plusieurs déclarations et alertes lancées au niveau international. Enfin elle donne corps à une initiative portée par le Maroc lors de COP21 à Paris et reprise lors du salon international de l'agriculture de Meknès (SIAM) et par la Présidence marocaine de la COP22 à Bonn en juin 2016.





Elle a pour champ d'intervention les zones oasiennes qui représentent un modèle solidaire d'organisation sociale (autour de l'agriculture, du commerce, des traditions, de l'artisanat...) qui a su s'adapter aux conditions climatiques difficiles et maintenir une riche biodiversité. Le ministre de l'agriculture a rappelé l'engagement du Maroc en faveur des oasis et présenté les principes de cette initiative. L'**Initiative « Oasis Durables »** s'inscrit dans l'esprit de :

- La Déclaration de la conférence des Nations Unies sur le développement durable RIO+20 (juin 2012) : « L'avenir que nous voulons »
- L'Accord de Paris (COP21), notamment en ce qui concerne son article 7, où les parties reconnaissent officiellement la nécessité de protéger les écosystèmes les plus vulnérables ;
- La prise en compte des problématiques de préservation et de développement durable des oasis par les organisations internationales telles que la FAO, le PNUE, UICN et l'UNESCO et des bailleurs de fonds comme le FIDA, le FEM, le FFEM, la Banque Mondiale, le FA et le GCF ;
- La mobilisation croissante des organisations des sociétés civiles nationales et internationales et de leurs réseaux tel le RADDO pour la sauvegarde et la valorisation des patrimoines (naturel, économique, social et culturel).
- Les préoccupations convergentes par rapport au changement climatique concernant la terre, l'eau et la biodiversité exprimées dans les initiatives du triple A et du 4 pour 1000 en matière de transition agricole
- L'adéquation avec plusieurs des 17 objectifs du développement durable et le principe d'un monde neutre en matière de dégradation des terres tel que porté par la Convention des Nations Unies de lutte contre la Désertification
- La reconnaissance des agricultures familiales et de l'agroécologie dans les nouveaux enjeux de sécurité alimentaire tels que promus par la FAO dans un climat qui se réchauffe,

Elle se base sur trois objectifs :

- Une meilleure reconnaissance et caractérisation des oasis pour mettre en avant leurs vulnérabilités et leur résilience face aux changements climatiques,
- La mise en place et l'adaptation de solutions appropriées pour protéger l'héritage oasien en particulier sa richesse en biodiversité, les savoirs ancestraux, leurs cultures et leur système social,
- Valoriser les potentialités naturelles du système oasien dans une perspective de développement durable qui intègre de manière équilibré les volets : économique, social et environnementale.

Une dizaine de personnalités sont ensuite intervenues pour soutenir l'initiative IOD dont Mme Monique Barbut, secrétaire générale de l'UNCCD, qui a rappelé que les oasis ne sont pas des mirages, mais des sanctuaires, et qu'une partie non négligeable de la population du Sahara vit dans les oasis. Elle a insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement de patrimoine naturel, mais que s'engager dans la sauvegarde des oasis c'était aussi s'engager dans la neutralité en matière de dégradation des terres.



Mme Maria Helena Semedo, Directrice Générale Adjointe chargée des ressources naturelles à la FAO, a souligné qu'il faut fédérer les acteurs des territoires, pendant que Mr Beccouche, Secrétaire général de l'UMA a délivré les conclusions de l'atelier préparatoire de l'UMA débouchant sur la proposition d'une journée internationale des oasis (le 12 octobre) également soutenue par Mr Abdeladim El Hafi, Haut commissaire aux eaux et forêts et commissaire général de la COP22. Mme Irina Bokova, Directrice Générale de l'UNESCO, a insisté sur la dimension culturelle des oasis et comme exemple de synergie entre l'homme et la biosphère. Patrice Burger, Directeur du CARI et co-fondateur du RADDO a délivré un vibrant plaidoyer en faveur de la sauvegarde des oasis en rappelant le rôle de lanceur d'alerte qu'avait eu le RADDO dès 2002 au Sommet de Johannesburg en présence de Nelson Mandela et en insistant sur l'aspect les « oasis comme sentinelle sur la ligne de front de la désertification et la dégradation des terres ». Notamment via les caractéristiques spécifiques comme l'effet oasis et l'expertise de l'aride des oasiens qui ont prouvé leur capacité de résilience au travers des siècles. Il a attiré l'attention sur la vocation de fixation de populations sur de vastes territoires contribuant ainsi aussi à leur stabilité. Il a insisté sur leur capacité d'augmenter la sécurité alimentaire locale. Enfin, il a plaidé pour la justice climatique pour les populations oasiennes et malgré la mention de très nombreuses contraintes qui menacent les oasis, il a estimé qu'il fallait « osez les oasis » car elles font aussi partie de la solution pour l'adaptation au changement climatique. Ces interventions ont été complétées par une présentation détaillée de l'initiative faite par le Directeur Général de l'ANDZOA, M. Brahim Hafidi qui a rappelé qu'aucun des constituants des territoires oasiens et de l'initiative Oasis Durable ne pouvait être appréhendé seul.



Les techniques ancestrales oasiennes pour la gestion des ressources naturelles

18 novembre – AOFEP/RADDO

Il est prouvé que les solutions des peuples autochtones et communautés locales dans la lutte contre le dérèglement climatique sont parmi les plus innovantes, durables, et efficaces. L'AOFEP a organisé à la COP 22 à Marakech au Maroc le 18 novembre un side event en partenariat avec le PNUD.

Ce side event était une voix des peuples autochtones et communautés locales ! Il a été une occasion pour les peuples autochtones et donc les oasiens de partager leur réalité dans ce "**Pavillon des Communautés et Peuples Autochtones: Connaissances Traditionnelles pour l'Action Climatique**".



La présentation de Lahcen Kabiri, président de l'AOFEP et professeur à l'université d'Errachidia, a permis de présenter les caractéristiques de la région Drâa Tafilalet et les potentialités naturelles et culturelles de l'écosystème oasien dans cette région. Plusieurs exemples ont été avancés et argumentés notamment comment les oasiens géraient leur ressource naturelles (eau, sol, biodiversité). Il a cité le cas de conservation traditionnelle des dattes, de gestion et utilisation de l'eau "khetaras" et conservation de la biodiversité.

Des témoignages ont eu lieu avec une femme oasienne, un paysan et un nomade sur la vie et le comportement de l'homme vis à vis de la nature et l'expertise de la femme et l'homme des oasis acquises à travers le temps et reproduite de génération à génération à travers la femme notamment.

Un film sur la vie des nomades a été exposé et discuté.





IV. De nombreux évènements supplémentaires

De nombreux évènements supplémentaires ont été organisés par les partenaires de l'espace OZA aussi sur place que dans la zone verte, la zone bleue ou encore à l'extérieur de la COP22.

- **Imaginer les oasis de demain : intégrer les traditions locales avec les innovations du 21^{ème} siècle, le cas de l'Ecole musique Joudour Sahara**

7 novembre – Joudour Sahara

Ce side event était organisé par l'association Joudour Sahara dans le cadre de son projet de conservation du patrimoine oasien immatériel dans la région de M'Hamid El Ghizlane. La construction d'une école de musique traditionnelle construite à partir des savoir-faire locaux vise à la préservation du patrimoine culturel de la région tout en aidant à l'émergence de talents locaux. L'école est également un lieu de diffusion et de sensibilisation aux enjeux environnementaux.

- **Eaux souterraines face aux changements climatiques**

8 novembre - OSS

Les intervenants se sont focalisés sur la problématique des eaux souterraines et de surface face aux changements climatiques au niveau de l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du nord ainsi que le rôle majeur de l'observatoire du Sahara et du Sahel dans ces zones. Différentes stratégies ont été présentées dont le projet SASS auquel participe l'OSS.

- **Biodiversité, Atouts contraintes et revalorisation pour un développement durable des Oasis de la Région Draa-Tafilalet**

9 novembre – Fondation Drâa Tafilalet

Le 9 novembre, la fondation Drâa-Tafilalet a organisé un side event intitulé "Biodiversité, Atouts contraintes et revalorisation pour un développement durable des Oasis de la Région Draa-Tafilalet". L'intervention avait pour but de présenter la richesse faunistique et floristique de la région. Riche par ses plantes aromatiques et médicinales mais aussi mellifères, au niveau des zones montagneuses mais aussi au sein de ses oasis. Quant à la faune, les animaux sont protégés au sein du parc national du Haut Atlas Oriental. Malgré cette richesse, la région souffre de la surexploitation des terres liée au pâturage. En plus de cette surexploitation qui impact directement la faune et la flore, l'introduction de l'abeille noire menace directement l'abeille jaune (*Apis Millifera Sahariensis*).

Pour palier à ces menaces, la Fondation Drâa-Tafilalet est en train de monter un projet "Oasis des lumières" dédié au développement de programmes répondant aux spécificités du territoire qu'elle a présenté au cours de cet évènement.

- **Side-event Masen**

9 novembre – AI/MASEN

Comment les énergies renouvelables peuvent être un levier de développement social ?

Dans le cadre de sa stratégie de développement local, MASEN (Moroccan Agency for Sustainable ENergy) soutient un certain nombre d'initiatives à la périphérie de ses complexes énergétiques, parmi



lesquelles le projet d'amélioration des performances du secteur agricole dans la Commune de Ghassate, à Ouarzazate. Agrisud met en œuvre ce projet avec ses partenaires, la Fondation Norsys et l'ORMVAO.

Au cours du *side-event* organisé sur le stand de MASEN, la stratégie d'appui aux exploitations agricoles familiales pour faire face aux dérèglements climatiques a été exposée ainsi que les résultats obtenus.

- **Sols et climat en zone sèche – Esprit Sorcier**

9 novembre

Les organisateurs de l'émission Esprit Sorcier ont organisé 2 tables-rondes sur le thème des sols en zones sèches. Un certain nombre de scientifiques sont intervenus dont M. Badraoui, directeur général de l'INRA qui a rappelé la fragilité des sols en zones arides et leur faible teneur en matière organique. Cette particularité justifie le développement de pratiques de préservation de ces sols favorisant le stockage du carbone et contribuant ainsi à la lutte contre le réchauffement climatique. Cette intervention était également l'occasion de rappeler l'engagement du Maroc en faveur des oasis.

A cette occasion, Esprit Sorcier a projeté sa dernière vidéo à laquelle ont contribué le CARI et le RADD0.

- **la visite de la palmeraie – Agrisud International/Fondation Norsys/ Fondation Mohamed VI**

10, 13, 15 et 16 novembre

Des visites ont été organisées au sein d'une exploitation agricole familiale de la palmeraie de Marrakech par Agrisud, la Fondation Norsys et la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement, partenaires dans la mise en œuvre du projet de renforcement et de développement durable des activités agricoles de la Palmeraie de Marrakech.

Un peu plus de 60 personnes ont pu découvrir les conditions de production agricole dans la Palmeraie et les contraintes spécifiques liées aux dérèglements climatiques. Les actions mises en œuvre pour y faire face et améliorer la production aux plans quantitatif et qualitatif ont été présentées ainsi que le travail spécifique pour une gestion durable de l'eau, du sol et de l'agro-biodiversité.

« Ravie de rencontrer les agriculteurs ! Un circuit bien pensé (bonne logique et progression dans la présentation intéressante). C'est appréciable de se déplacer sur un terrain concret... avec un thé en fin de visite, cerise sur le gâteau ! »

- **Agora sur la réhabilitation des Khetaras**

11 novembre - PFE

Dans le cadre de la COP 22 de Marrakech, le Partenariat Français pour l'Eau a organisé une intervention dans l'espace Agora "Territoires" une intervention sur "Evaluation des impacts de la lutte contre les changements climatiques par la réhabilitation de Khetara". Le RADD0 s'est exprimé à cette occasion.

L'AOFEP, point focal RADD0 au Maroc a ainsi présenté leurs actions de réhabilitations de la khetara à Alnif, Tinghir. Les résultats obtenus par l'association sont :

- augmentation des débits de la khattara
- augmentation des périmètres irrigués
- diversité des cultures surtout maraîchères.

La réhabilitation de la khattara a permis de fixer la population et ainsi limiter l'exode dont souffre la plupart des oasis aujourd'hui.

- **Point sur les négociations climat – 11 et 16 novembre**

12 novembre – GERES

Dans le cadre des partenariats entre CARI et la plate-forme des OSCs françaises de solidarité internationale, Coordination Sud (dont il est membre), et grâce à la coopération du GERES, deux points d'étape de l'avancée des négociations climat ont pu être faits sur l'espace OZA afin que le public fréquentant la zone verte puisse suivre. Ces deux moments particuliers ont été suivis avec reconnaissance par un public nombreux, surtout des jeunes, particulièrement motivés par ce qui se jouait dans la zone bleue des négociations et qui concernait leur avenir. Bien entendu le sentiment de déception a été très perceptible sur la lenteur des avancées et sur les difficultés persistantes liées au clivage entre les attentes des pays développés et celles des pays en développement. En particulier sur l'épineux sujet de la reconnaissance et de la réparation des « pertes et dommages » pour tous ceux qui n'y étaient pour rien dans le changement climatique mais qui en subissaient toutes les conséquences présentes et à venir. D'une manière générale, un sentiment de frustration est venu ternir en partie ce qui a été annoncé suite aux espoirs suscités par l'accord de Paris. L'élection de D.Trump et ses déclarations en retrait par rapport aux engagements des Etats Unis dans la lutte contre le changement climatique ont ajouté à ce malaise. Camille André pour le GERES et Rachid Lahlou (vice-président de Coordination Sud) ont chacun pour ce qui les concerne, tenté à la fois une restitution des négociations ainsi qu'une analyse plus argumentée sur les positions des uns et des autres avec un regard plus acéré pour la France. Il faut reconnaître à l'espace OZA cette initiative unique qui n'a pas eu d'équivalent dans la zone verte au cours de la COP.





- **Faire face aux changements climatiques: les femmes se mobilisent dans le secteur de l'eau (Sahara&Sahel région)**

12 novembre – OSS

Ce side event était organisé par l'OSS sur le pavillon Afrique dans la zone bleue. L'objectif de cet événement parallèle était d'exposer le rôle et l'importance de la participation des femmes dans la gestion des ressources en eau à travers les expériences réussies. Le Ministre de l'environnement et du développement durable de la Mauritanie, a assuré l'ouverture de ce side event, les panélistes étaient issus de la société civile et du monde de la recherche. Jean-Baptiste Cheneval, coordinateur international du RADD0, est intervenu pour rappeler le rôle essentiel de la femme oasisienne dans la préservation et le développement de ces régions. Ce rôle est d'autant plus criant dans des régions où l'on connaît de fortes migrations. Il ressort de ce side event la nécessité de faire davantage participer les femmes dans la prise de décision dans le secteur de l'eau et notamment au niveau local. Plus de 60 personnes ont assisté à l'événement, dont 1/3 de femmes.

- **Colloque Guerre, paix et Climat**

12 novembre – Comité 21 et Institut Français de Marrakech

A la demande du comité 21 et de Mme Bettina Laville, Patrice Burger s'est rendu à l'institut français pour y délivrer un point de vue dans le cadre de trois tables rondes intitulées (i) « le changement climatique facteur de conflits », (ii) « la géopolitique bouleversée par les migrations climatiques » et (iii) « le droit international de l'environnement et adaptation, facteurs de paix ». Parmi les intervenants on notait Corinne Lepage, avocate, ancienne ministre, Houria Tazi Sadek, chaire Unesco de Casablanca; Nicolas Imbert, Green Cross France et territoires et Brice Lalonde, ancien ministre, etc. Les débats ont bien mis en évidence les facteurs transversaux qui relient les sujets et la complexité des interactions ainsi que la faiblesse actuelle du droit et de la gouvernance internationale pour mieux maîtriser ces facteurs.

- **Atelier d'échange au Club Méditerranée – AI/Fondation Norsys/Club Méditerranée**

13 novembre

La mobilisation des hôteliers face aux dérèglements climatiques : échanges autour de la mise en place de filières d'approvisionnements écoresponsables.

Ce *side-event* a permis des échanges croisés entre les hôteliers-restaurateurs, les producteurs d'Asni et de la Palmeraie de Marrakech et les structures d'appui au développement (Agrisud, Fondation Norsys, Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement).

L'intérêt d'une mobilisation multi-acteurs a été mis en évidence afin de réussir ces initiatives de mise en place de filières d'approvisionnement. Les producteurs ont témoigné des difficultés rencontrées du fait des dérèglements climatiques auxquels ils doivent faire face et qui peuvent déstabiliser la production et donc les filières.

- **Agora « mobilisation de la société civile pour les oasis » - RADD0**

16 novembre

Le RADD0 a profité de la présence de ses membres à la COP22 pour organiser une Agora à laquelle ont participé une trentaine de personnes. Les membres ont présenté leur expérience en tant



qu'association de développement local et ont témoigné de l'importance d'une dynamique de réseau comme celle du RADDO. Sont également intervenus des représentants de collectivités et des scientifiques.



- **Side event Agrisud - Agrisud International / Fondation Norsys**

17 novembre

Comment mettre en œuvre des transitions agroécologiques dans les territoires ruraux et péri-urbains en Afrique, Caraïbe et Asie du Sud-est ? Agrisud et son partenaire, la Fondation Norsys, ont présenté lors d'un *side-event* leurs expériences sur quatre terrains d'intervention : Madagascar, Haïti, Sénégal et Maroc. Ces expériences ont permis d'illustrer les pratiques mises en place pour une gestion durable des terres et des agrosystèmes dans le contexte des changements climatiques.

Une quarantaine de personnes ont assisté à la présentation et échangé ensuite avec les intervenants sur les conditions de réussite.





- **François Hollande : "La France continuera de vous apporter son soutien ! "**

Dans le cadre de la COP22 sur le changement climatique de Marrakech, François Hollande a effectué mardi soir une visite dans la zone verte dédiée aux organisations de la société civile et aux entreprises. Il s'est arrêté à l'espace multi-acteurs dédié aux "Oasis & zones arides".

S'appuyant sur le lancement de l'initiative d'une alliance mondiale "Oasis Durable" le 14 novembre et à laquelle le Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis (RADD) a apporté son concours, Patrice Burger Directeur du Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI) à saisi cette opportunité pour remercier le Président du soutien de l'Agence française de Développement (AFD) pour les oasis, l'agriculture familiale et la lutte contre la dégradation des terres via le RADD.

En réponse, le Président a affirmé "la France continuera de vous apporter son soutien".





V. Communication

Le CARI a profité de la présence de tous les partenaires pour diffuser ses messages sur un grand nombre de médias.

Au total :

- Plus de 25 interviews recensées sur des médias aussi diverses que RFI, Radio Climate, Radio Classique, M1, RCF, Radio Climat Unesco, Globe Reporters, Dadess info, Med radio, Radio Plus, Radio Vatican, OCP Group, AFP, MAP, J24, Ministère de l'environnement du Maroc, chaine interne COP22 ...
- Une dizaine d'articles sur les oasis;
- 18 documents de communication créés pour porter les voix des oasis et des terres arides en français et en anglais;
- 14 lettres d'informations envoyées à près de 5000 personnes.





Le CARI et ses partenaires ont également organisé une mobilisation grand public devant les portes de la COP22 grâce à l'unité mobile de l'AOFEP et le soutien de la Wilaya. Plusieurs dizaines de personnes ont pu être ainsi interpellées sur la question oasienne dont certaines personnalités comme le ministre marocain de l'agriculture et de la pêche ou le sénateur français, Vincent Placé.

La présence du pavillon a également été l'occasion de faire de la sensibilisation auprès de jeunes publics. Plusieurs classes de 3 écoles différentes (Casablanca, Agadir et Marrakech) ont pu être sensibilisées aux enjeux notamment dans l'eau dans ces régions et des jeux oasis leur ont été distribués. L'ASOC a aussi organisé une animation sur le jeu « sauvons oasis » sur le stand des peuples autochtones.





- Conclusion -

L'espace Oasis et Zones arides tenu à la 22^{ème} Conférence de la Convention Cadre sur le Changement climatique à Marrakech a tenu ses promesses au-delà des espérances initiales. Malgré de nombreuses difficultés pour passer de l'idée initiale portée par le CARI et le RADD0 à un projet plus collectif qui s'est imposé sous les contraintes spécifiques à la zone verte de la COP22 et relayées par le Conseil National des Droits Humains du Maroc en charge de la dimension société civile, le résultat a été jugé très positif par les participants comme par les usagers qui se sont chiffrés par milliers.

Tout au long des discussions avec le CNDH, le CARI – au nom du RADD0 – n'a eu de cesse de plaider pour un espace significatif en termes de surface et pour une communication efficace à la hauteur de la cause des terres arides et des oasis. Outre les points focaux du RADD0 d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie, du Tchad et du Niger, les associations marocaines – la Fondation Draa Tafilalet des experts et chercheurs, Master Peace Morocco, la Fondation Norsys, Joudour Sahara, association Taragalte – ainsi que Agrisud International ont finalement pu accorder leur propositions pour l'aménagement et la gestion participative de l'espace collectif, la mise en relief de leurs travaux via des posters, des documents et des projections, ainsi et surtout via un programme qui s'est enrichi continuellement au cours de la COP en fonction des opportunités de partenariats avec d'autres acteurs et événements sur place. Les bailleurs de fonds qui ont initialement fait confiance au CARI ne seront que plus honorés d'avoir pu servir un ensemble d'acteurs plus vaste que prévu qui ont tous contribué à promouvoir la cause des zones arides et des oasis auprès de tous les visiteurs et auditeurs. Qu'il s'agisse de la FAO, de la Banque Mondiale ou de la Convention des Nations-Unies de lutte contre la désertification, leur action conjuguée à nos partenaires traditionnels des ministères français et de l'AFD, de l'Union du Maghreb Arabe, de l'Observatoire du Sahara et du Sahel, de l'Agence Nationale des zones oasiennes et de l'arganeraie du Maroc, ou des réseaux de la société civile Drynet et ReSaD a été un investissement productif dont ils peuvent s'honorer. L'action a été largement relayée par la presse et constituera à n'en pas douter un capital de choix sur lequel chacun des acteurs pourra bâtir des suites.

De side event en agora, d'interview en contribution à des débats sur d'autres stands ou lieux comme par exemple l'Institut français avec le comité 21 ou l'espace des peuples autochtones, d'accueils de personnalités en débats sur le stand ou de manifestation à l'entrée de la COP avec un véhicule pédagogique sur les oasis avec l'AOFEP, tous auront apporté leur pierre à l'édifice. Ministres, secrétaires exécutifs d'organisations internationales, présidents d'associations, techniciens ou représentants de services d'état, familles, jeunes, enfants, tous ont posé des questions spécifiques, se sont enthousiasmés pour tel ou tel aspect, ont découvert un sujet, et surtout, ont pu rencontrer des acteurs engagés. Et ceci après avoir épinglé à leur veste le badge « oasis et terres arides, le temps d'agir » ou de s'être fait remettre stylo et carnet à l'effigie de l'espace. Dans un tel contexte, bien entendu, la visite, même rapide, du chef d'état français François Hollande a été un moment très



important, d'autant plus qu'il nous a gratifié d'un « la France continuera de vous soutenir » qui semblait plutôt un cri du cœur qu'une déclaration politique.

Que restera-t-il de toute cette effervescence ? Il est difficile de répondre à une telle question de manière générale car il est difficile de connaître ce qui advient à ses tous débuts. Mais force est de constater que la zone verte de COP22 dans lequel se situait l'espace OZA a été une magnifique occasion de vulgariser la problématique du changement climatique en direction du grand public qui s'est reconnu dans toutes les questions des terres, des oasis, de l'énergie, de l'eau ... Bref de tous ces sujets dont chacun ressent bien au fond de lui-même que le monde dans lequel nous entrons est celui de la nécessité d'une adaptation à marche forcée face à un réchauffement qui s'accélère. C'est un acquis sérieux, car la nature des changements à venir demandera l'adhésion de tous. Il reste désormais à mieux connecter cette dynamique à celle encore trop cloisonnée des décideurs qui, y compris à la COP22, ont largement préféré l'entre soi. Quel dommage !



ANNEXES

#1 -Détail du side event "gestion adaptative des oasis du Maghreb"

Préambule du side event

Les écosystèmes oasiens dominent environ 30% des terres émergées tout au long de la grande écharpe aride qui relie l'Afrique à l'Asie, du Sahara à la Mongolie. Elles hébergent environ 150 millions de personnes, dépositaires d'une riche culture et des savoirs autochtones. Les oasis sont un système unique sur une organisation à trois niveaux, qui comprend le palmier (niveau le plus élevé), les vergers et les cultures annuelles récurrentes / vivaces tout en bas. Les pratiques de gestion et les techniques agricoles qui ont été mises en œuvre depuis des millénaires dans les oasis reflètent l'incroyable compétence des populations locales à gérer leur environnement difficile et la biodiversité de manière durable afin d'assurer la durabilité du système. Les oasis sont formées par une gestion rigoureuse de l'eau, des terres et des ressources écologiques. Elles ont été patiemment élaborées par les sociétés qui les habitent, sur la base d'organisations sociales complexes et de constructions écologiques et économiques.

Cependant, les populations oasiennes doivent faire face aujourd'hui à un ensemble de problèmes: la raréfaction de l'eau, la dégradation des terres, les ravageurs, les maladies et la dégradation de la biodiversité. Ceci est le résultat des causes profondes suivantes: la pauvreté et l'émigration, le manque de moyens techniques pour continuer la production et le manque d'une gestion pertinente des ressources naturelles. Ces causes se traduisent par une spirale d'accroissement de la pauvreté rurale et l'accélération de la dégradation des ressources naturelles, avec l'émigration des pauvres, en particulier jeunes hommes, vers les zones urbaines et à l'étranger. Le remplacement des institutions coutumières par de nouvelles formes d'Etat conduisent à l'abandon progressif des systèmes agricoles traditionnels, la perte de transmission des connaissances traditionnelles aux jeunes générations et à long terme, l'érosion génétique et la perte des espèces indigènes et sauvages. La capacité décroissante des décideurs et des communautés à s'adapter à l'évolution rapide (y compris changements climatiques) provoque une dégradation croissante de ces écosystèmes.

Les principaux obstacles à la réalisation d'une gestion adaptative durable des oasis :

- Le manque d'informations et de connaissances sur l'état et les tendances des oasis au niveau des décideurs, des communautés locales et des OSC
- Le manque de sensibilisation et de moyens pour soutenir la mise en œuvre des meilleures pratiques agro-écologiques

Les interventions des personnalités invitées

L'intervention d'ouverture de Mr Mohamed Badraoui (DG de l'INRA au Maroc, membre du comité scientifique de la COP22), a resitué les agrosystèmes oasiens dans l'ensemble plus vaste des terres arides et de leurs problématiques spécifiques à propos desquels il est lui-même un acteur engagé de longue date. Il a insisté sur le fait qu'il fallait savoir apprendre des oasis, en particulier leur capacité à



gérer la rareté, à un moment où de nombreuses questions sur la gestion des terres et de l'eau étaient posées. Il a fait remarquer qu'il ne fallait pas céder à la tentation de grignoter sur les espaces oasiens, notamment par l'urbanisme. De même il a rappelé que certaines tendances comme la monoculture ou la spéculation foncière devaient faire l'objet d'une grande attention car elles portent des risques importants pour les oasis

L'intervention de Mr Hafidi (DG de l'ANDZOA et Président de la Région Souss Massa Maroc) a mis en lumière pourquoi le Maroc s'était doté d'une politique publique et d'une agence nationale pour les zones oasiennes et de l'arganeraie, en particulier pour valoriser les ressources spécifiques du territoire aride du pays. Et aussi pour enrayer déclin de la palmeraie marocaine qui a perdu les $\frac{3}{4}$ de son peuplement en moins d'un siècle. En matière de politique publique territoriale il a indiqué les importantes ressources financières dédiées par le Maroc à ces zones (92 milliards de Dirhams) en particulier pour en faire un territoire plus attractif y compris dans les domaines sociaux ou la couverture médicale. Ces politiques d'investissement permettent aussi de suivre une batterie d'indicateurs sur les évolutions. L'eau également est concernée avec une intention de mobiliser 1 milliard de m³ additionnel. Il a mentionné l'initiative oasis durable du Maroc qui se veut une initiative Internationale qui mobilise l'attention internationale pour faire reconnaître, préserver et développer les oasis. Enfin il a conclu en indiquant qu'il y avait encore des secrets des oasis à découvrir.

Mr Benoît Blarel (gestionnaire des pratiques, Moyen Orient et Afrique du Nord, environnement et ressources naturelles), a insisté sur les raisons majeures qui devaient motiver l'intérêt pour les oasis et qui fondaient celle de la Banque Mondiale. D'une part parce qu'elles étaient une source importante pour l'économie domestique des populations locales et qu'en l'absence de sources alternatives, il fallait investir dans ce domaine. D'autre part parce que la fixation des terres et des sols via les systèmes oasiens était une manière de lutter contre les tempêtes de sable et leur impact longue distance sur la qualité de l'air. S'appuyant sur de récentes découvertes scientifiques, il a rappelé que la dégradation des terres et la désertification contribuaient de manière très importante au développement des maladies respiratoires et qu'en ce sens il s'agissait d'externalités négatives qu'il fallait prendre en compte. Il a insisté sur le fait que l'adaptation des oasis devait s'appuyer sur une approche multi-sectorielle et viser en priorité les populations vulnérables. Et qu'en ce sens la banque Mondiale y portait une grande attention.

Mr Zmerli (ministère de l'environnement Tunisie- coordinateur du projet GDEO) a présenté la situation des oasis de Tunisie et présenté les différentes activités menées dans le cadre du projet de gestion et de développement des écosystèmes oasiens. Ce projet qui s'appuie sur un certain nombre d'initiatives pilotes vise à développer les pratiques de gestion durables des ressources naturelles via notamment une implication forte des associations oasiennes. Ce projet soutenu par la banque mondiale a déjà permis la rédaction d'une stratégie nationale de sauvegarde des oasis de la Tunisie visant à favoriser une approche globale de la gestion de ces régions.

Mme Faouzia Chakiri, (Union du Magherb Arabe) a évoqué la superposition des zones de l'Union avec un grand nombre zones oasiennes et que ce sujet avait été porté dans le cadre d'un atelier régional



récent de l'UMA ici à Marrakech. Elle a insisté sur le fait que l'UMA entendait attacher une grande importance à cette question à l'avenir et qu'elle comptait porter un plaidoyer international en faveur d'une journée mondiale des oasis et d'une année internationale des oasis. Elle a aussi indiqué que l'UMA apportait son entier soutien à l'Initiative Oasis Durable portée par le Maroc et dont elle entend être partenaire. Elle a conclu par le rappel de l'existence d'une grande appartenance à l'esprit oasien dans la sous région du Maghreb, mais aussi de l'existence d'une expertise dans ce domaine et sur laquelle l'UMA comptait s'appuyer y compris sur celle détenue par les organisations de la société civile.

Mr Lahcen Kabiri (universitaire et président de l'AOFEP, point focal du RADDO a Maroc) a témoigné en tant qu'acteur associatif marocain de l'action de la société civile et de son rôle de lanceur d'alerte précoce sur les changements intervenus dans le milieu. Véritable enfant de l'oasis, Mr Kabiri a attiré l'attention sur les populations oasiennes femmes, enfants, nomades et la dignité qui était la leur de vouloir poursuivre un mode de vie original et très respectueux de la nature qui n'était en rien responsable des causes du changement climatique. Mais aussi de la richesse culturelle dans ce milieu issu de métissages de savoirs et de savoirs faire sur les routes des caravanes et des échanges. Il a insisté sur le fait qu'il fallait travailler avec les populations locales pour toute action qui envisageait d'avoir un avenir et qu'il fallait oser investir non seulement pour améliorer la situation localement, mais aussi pour éviter les problèmes liés aux migrations de départ de ces régions.

Mr Jean-Baptiste Cheneval (coordinateur international du RADDO) a présenté en l'absence de représentant de la FAO, le détail du projet « gestion adaptative et surveillance des écosystèmes oasiens au Maghreb ». Ce projet multi-acteurs et multi-pays (Maroc, Mauritanie, Tunisie) financé par le GEF a pour objectif la mise en place d'un système de surveillance et d'accompagnement des pratiques de gestion et de préservation des agro-écosystèmes oasiens. Articulé autour de 3 composantes il vise le développement d'outils d'aide à la décision via le recueil de bonnes pratiques, la mise en place de base de données et un travail de plaidoyer. M. Cheneval a insisté sur l'urgence climatique pour les oasis et la nécessité d'une intervention forte et volontariste en faveur des territoires oasiens.



#2 - Autres résumés des side event et actualités de l'espace

- **Imaginer les oasis de demain : intégrer les traditions locales avec les innovations du 21^{ème} siècle, le cas de l'Ecole musique Joudour Sahara – 7 novembre – Joudour Sahara**

Le contexte général de la conférence organisée par l'association Joudour le 7 novembre est la conservation du patrimoine oasien en s'inspirant des savoirs locaux et en intégrant de nouvelles innovations (cas de Mhamid el ghezlane).

M'hamid El ghizlane est l'oasis de la vallée de Drâa la plus vulnérable et la plus touchée par les changements climatiques, elle connaît une dégradation agressive de l'écosystème oasien à cause des changements climatiques, l'activité humaine (tourisme non responsable), pratiques culturelles non écologiques, la désertification et la surexploitation des nappes phréatiques.

En dépit de tous ces enjeux, le social est également affecté. Ceci se manifeste dans les migrations de la population locale vers des conditions plus favorables, et l'abandon de l'architecture locale et traditionnelle caractérisant les oasis et qui sont pourtant plus adaptées au climat oasien.

Pour intervenir et faire face à ces fléaux, les différents intervenants présentant différents réseaux associatifs ont proposé des solutions pour préserver ce patrimoine universel.

Parmi ces solutions, l'instauration d'une école de musique intégrant la musique traditionnelle et impliquant toutes les catégories sociales. Elles bénéficieront ainsi de ces activités afin d'améliorer leurs conditions de vie à travers l'organisation et la participation à des festivals de musique, des tournées internationales pour diffuser leur culture musicale et donc la conscientisation et la sensibilisation de nombreux publics.

On note aussi, l'introduction des règles du tourisme responsable à travers la fondation familiale Sahara roots qui diffuse dans la région les principes de l'écotourisme et cela par l'organisation des journées de ramassage de déchets qui impliquent les touristes ou encore la plantation d'arbres fruitiers et de palmiers dattiers en utilisant l'outil groasis water box, une nouvelle technologie qui condense l'humidité de l'air en eau et permet son stockage à plus de 75 % au niveau du sol pour la distribuer au profit des racines de manière optimale. Cette solution écologique permet la plantation d'arbres sur des terres agricoles dégradées Il est à noter également que ces plantations peuvent être effectuées sans avoir recours à l'utilisation de l'irrigation goutte à goutte.

- **Eaux souterraines face aux changements climatiques – 8 novembre - OSS**

Durant les présentations effectuées, les intervenants sont focalisés sur la problématique des eaux souterraines et de surface face aux changements climatiques au niveau de l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du nord ainsi que le rôle majeur de l'observatoire du Sahara et du Sahel dans ces zones.



En effet, l'Afrique subsaharienne connaît la problématique de la rareté de l'eau où la disponibilité moyenne varie de 1000 à plus de 2000 m³/hab/an, mais où le taux de desserte est globalement inférieur à 60%.

Par ailleurs, l'eau existe dans cette zone sous forme de ressources en eau superficielle ou souterraine, mais elle est insuffisamment mobilisée pour répondre aux besoins des habitants.

Ainsi, la méditerranée qui est en situation de stress ou de pénurie d'eau avec une moyenne de 560 m³/hab/an et un taux de desserte de 70 à 90%.

Tous ces fléaux sont le résultat de plusieurs facteurs à savoir l'industrie, l'agriculture la croissance démographique et bien d'autres.

Donc pour faire face à toutes ces problématiques plusieurs engagements et stratégies ont été mises en œuvre notamment durant l'accord de Paris et qui consistent à promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau, encourager à l'élaboration de schémas directeurs d'aménagement, la mise en œuvre de techniques d'irrigation adaptées et intelligentes et finalement le développement de la petite irrigation.

D'autres initiatives ont été prises notamment le « Triple A-Adaptation de l'Agriculture Africaine » qui vise de promouvoir et favoriser la mise en œuvre de projets concrets et innovants en matière de gestion des sols, de maîtrise de l'eau, agricole, la gestion des risques climatiques et le renforcement des capacités.

Par ailleurs, la mise en œuvre de ces stratégies au niveau de l'Afrique nécessite une grande démarche opérationnelle qui consiste à la mise en place du « SASS » qui est un système de calcul de toutes les eaux utilisées et utilisables à court ou à long terme pour connaître et prévoir les besoins en eau par habitant.

D'autres solutions sont envisageables concernant la mobilisation et l'amélioration des ressources en eau (notamment celles des eaux souterraines et des eaux fossiles) tout en satisfaisant la demande en menant des études économiques multiformes sur l'eau.

D'un autre angle, les intervenants ont insistés sur l'investissement à fond dans l'actuel et le future Acteur à travers la formation des acteurs et les préparé correctement aux métiers de l'eau, la communication avec les instances publiques, la mobilisation des financements et l'élaboration de schémas directeurs d'affectation de la ressource.

- **Oasis des lumières : région Drâa Tafilalet – 9 novembre**

Le présent side event est organisé par la fondation de la région Drâa Tafilalet des experts et chercheurs. C'est un organisme associatif légal visant le rassemblement des chercheurs, des experts et les compétences issus de la région de Drâa Tafilalet ou rattachés à la région par un lien professionnel, social ou amical. La mission de la fondation est l'organisation à l'échelle nationale et internationale



pour mettre les compétences scientifiques et professionnelles au service de la région et contribuer au développement territorial.

Tous les intervenants ont cité divers problématiques notamment celle liée au climat et à l'eau en se focalisant sur la région de Drâa Tafilalet.

Le climat de la région de Drâa Tafilalet est un climat aride et semi aride avec des amplitudes thermiques marquées par des températures moyennes annuelles de 12 à 22 °C. Les moyennes inter-annuelles des précipitations sont fonction de l'altitude mais restent faibles 150 mm/an.

La région correspond à la zone de piedmont du Haut Atlas central, comprise entre le massif cristallin de Sarhro au sud et la retombée méridionale du Haut Atlas au nord. Elle correspond au bassin mi-pliocène d'Ouarzazate.

En effet, l'élément majeur au développement de l'agriculture dans ce couloir est l'eau et sa gestion. C'est pour cela la mise en œuvre de stratégies et projets dirigés dans ce sens s'avère nécessaire comme le projet « la Grande oasis » qui ne peut être réalisé sans la disponibilité en eau. Le projet pour pouvoir gérer l'eau au niveau de cette région a donc adopté ce qu'on appelle les retenues caulinaires qui sont des ouvrages de stockage de l'eau de surface (ruissellement ou dérivation de cours d'eau) : réserve d'eau.

D'autres perspectives ont été discutées, la gestion des eaux et sa mobilisation à l'aval ne peut se réaliser sans pouvoir la gérer en amont, c'est-à-dire en l'amont avec les bassins versants et l'aval qui inclut les barrages ainsi que la petite hydraulique. C'est pour cela que les intervenants ont insisté sur la nécessité de préservation du patrimoine montagneux (Haut Atlas et Moyen Atlas) qui est considéré comme une source d'eau importante et cette préservation ne peut s'effectuer sans l'application d'une démarche participative incluant toutes les parties concernées.

En effet, d'autres solutions ont également été discutées afin de pouvoir parler des oasis de demain. Celles-ci ont concernées notamment la notion de préservation du patrimoine oasien tout en gardant les pratiques oasiennes traditionnelles et l'abandon de l'agriculture conventionnelle qui dégradent les sols et provoquent de manière directe la désertification.

A la lumière de tout ce qui est dit, la problématique des changements climatiques notamment la problématique de la rareté de l'eau au niveau de la région de Drâa Tafilalet nécessite une gestion raisonnée et durable en menant des études scientifiques, des lois législatifs concrètes et en adoptant des pratiques à travers des sensibilisations, des caravanes de formation de tous les acteurs et parties prenantes pour aboutir à une meilleure implication dans tous les projets.



- **Animation Agrisud - Sécurité alimentaire et changement climatique** - 11 novembre

Une animation a été organisée par Agrisud International autour de la thématique : "Sécurité alimentaire et changement climatique – les co-bénéfices climat adaptation atténuation".

- Présentation d'Agrisud international et témoignages d'agriculteurs de Madagascar, du Maroc et d'Haïti
- Projet Mahavotra / Madagascar : Agroécologie et foresterie paysanne en Itasy
- Projet Zambazamba / Madagascar : Gestion Intégrée de la Ressource en Eau (GIRE) sur le bassin versant

Discussions :

Autour de la première présentation les discussions ont porté sur la nécessité de développer des systèmes agricoles durables et économiquement viables dans une optique de création/augmentation de revenus pour les familles agricoles. Ces revenus sont réengagés dans des investissements productifs et dans le social. Synthèse 1 : La diversité des contextes est importante et doit être systématiquement prise en compte mais la démarche d'appui pour améliorer les performances des agricultures familiales reste valide quels que soient les différents contextes.

Pour la seconde présentation les échanges se sont articulés autour de :

- Les questions d'adaptation et de résilience des systèmes agricoles face aux dérèglements climatiques
- Les actions visant l'adaptation mais avec co-bénéfice climat avérés (et mesurés) : stockage C dans les sols, réduction des émissions de GES
- La volonté de valoriser ces co-bénéfices climat (services environnementaux) mais le constat de grandes difficultés à le faire. Synthèse 2 : pas d'opposition entre adaptation en tant que facteur de résilience des systèmes agricoles et atténuation... même si l'entrée privilégiée pour les pays en développement reste d'adaptation aux changements climatiques permettant de maintenir les populations dans les territoires.

La troisième intervention a permis de croiser les regards sur :

- Les raisons de la dégradation des territoires (sols, ressources en eau, agro-biodiversité) alors que des solutions existent et ont pour certaines été mises en œuvre par le passé (aménagement de versants, épandage de crues, cultures diversifiées et en étagées...)
- Le risque de développement de systèmes agricoles en monoculture (pastèque de Zagora) et prédatrices des ressources en sols (fertilité) et en eau (quantité et qualité)
- L'augmentation des vulnérabilités en lien avec les risques climatiques et les apports de l'agroécologie pour réduire ces vulnérabilités
- La notion d'intensification agroécologique facteur d'augmentation de la productivité et de maintien en parallèle des ressources naturelles productives Synthèse 3 : la dégradation des territoires a des déterminants complexes et leur restauration nécessite du temps et l'engagement de toutes les parties prenantes (agriculteurs, OSC, services publics, collectivités). La notion de vulnérabilité est centrale dans les réflexions stratégiques autour des stratégies de



développement sachant que les processus de réduction des vulnérabilités sont directement liés aux solutions existantes ou à initier pour réduire ou s'adapter aux risques (climatiques, économiques et sociaux).

- **Table ronde sur « La promotion du partenariat pour faire face aux impacts du changement climatique »** - 14 novembre

Le Conseil Régional Draa-Tafilalet a organisé une table ronde sur le thème « La Promotion du Partenariat pour faire face aux impacts du Changement climatique » le lundi 14 novembre 2016, à l'Agora des collectivités territoriales.

La rencontre animée par Mr Mbarek Amraou, journaliste auprès de la Région Draa-Tafilalet, a connu la participation d'une soixantaine de personnes de différentes nationalités et représentant des ONGs, des Instituts de recherche, des départements ministériels, des collectivités territoriales, des entreprises, etc.

Le président du Conseil Régional Draa-Tafilalet, Mr Elhabib Choubani, a signalé dans son allocution que les grandes puissances économiques qui sont derrière les changements climatiques exercent du « terrorisme environnemental » en évoquant les grands défis menaçant l'humanité d'une manière générale et les écosystèmes oasiens fragiles en particulier. L'intervenant a précisé que si les oasis, considérées comme une barrière contre l'avancée du désert, se dégradent et si les ressources en eau se raréfient, les populations locales vont finir par quitter leurs territoires.

Pour faire face aux impacts des changements climatiques et pour assurer un développement durable de son territoire, la région Draa-Tafilalet a ouvert un grand chantier de mobilisation des personnes ressources de la région en assurant la promotion de la communication des idées de projets à même de donner des éléments de réponse aux grands dangers qui menacent les Oasis. C'est dans ce contexte qu'a vu le jour la Fondation Draa-Tafilalet des Experts et chercheurs (FDTEC) dont la création a été accompagnée et soutenue par le Conseil Régional.

L'intervenant a ajouté que le Conseil Régional continue de travailler en collaboration avec la FDTEC pour mettre en œuvre le Projet « Oasis des lumières ». Pour une durée de dix ans et avec un montant global de 20Milliards €, ce projet vise la création d'une oasis moderne en reliant Sijilmassa au Projet Nour de Ouarzazate. Le projet prévoit la plantation des palmiers dattiers et autres arbres le long de la voie express (400km), sur une superficie de 50.000ha. Le projet vise également la mobilisation de l'eau et du foncier pour pouvoir assurer des extensions des terrains agricoles sans oublier la création de la richesse et l'emploi pour les jeunes.

Mr Choubani a précisé finalement que la mise en œuvre de ce projet ambitieux reste tributaire de la mobilisation de fonds dans le cadre d'un partenariat global impliquant différents acteurs nationaux et internationaux. Mr Hrou Abouchrif, Secrétaire général Adjoint de la FDTEC, a par la suite présenté les différentes potentialités de la Région Draa-Tafilalet et les impacts des changements climatiques sur les ressources naturelles notamment la biodiversité. Il a évoqué l'importance de préservation du savoir faire traditionnel local qui joue un rôle primordial dans la gestion des biens communs notamment les terrains de pâturage et l'eau d'irrigation.



En évoquant brièvement les objectifs du Projet « Oasis des lumières » qui fixe parmi ses priorités la préservation et le développement des oasis traditionnelles, l'intervenant a signalé que la Fondation Draa-Tafilalet est une Association indépendante qui est prête à collaborer avec n'importe quel partenaire. Et d'ajouter que le projet « Oasis des lumières » s'inscrit dans toutes les stratégies nationales en particulier le programme Plan Maroc Vert et la stratégie nationale d'efficacité énergétique. Il a finalement invité les représentants des autres pays africains à se rendre à Ouarzazate pour voir le Projet solaire NOOR et s'enquérir de l'expérience marocaine initiée par Sa Majesté le Roi. Mr Ahmed Boukil, membre fondateur de la FDTEC, a mis en relief dans son allocution l'importance qu'il faut accorder à l'aménagement des bassins versants et à la lutte contre les dégâts de crues qui occasionnent l'envasement des barrages et entraînent chaque année des pertes énormes en sol et en production agricole pour les populations pauvres des zones de montagne. Mr Boukil a évoqué également l'importance de préservation et de valorisation des plantes aromatiques et médicinales.

Et d'ajouter que la Région Draa-Tafilalet n'est pas une région pauvre mais au contraire dispose de plusieurs ressources, en autres, les mines, l'eau et le potentiel humain. En évoquant la grande étendue qu'occupent les hauts plateaux et les montagnes, l'intervenant a interpellé les responsables du Projet « Oasis des lumières » pour une répartition équitable des projets entre les oasis du sud et les territoires de montagne. My Driss Elouadghiri, Vice président de la FDTEC, a rappelé le contexte de création de la Fondation au mois de Mars dernier. Il a remercié le président du Conseil Régional pour son soutien et son accompagnement ayant permis de faciliter la mobilisation des experts et chercheurs originaires et sympathisants de la Région Draa-Tafilalet. L'intervenant avait par la suite rappelé les différentes activités entreprises par la Fondation pendant la première semaine de la COP22 en remerciant les Experts ayant animé les différentes conférences organisées par la Fondation autour du Projet « Oasis des lumières ».

Les questions et remarques soulevées pendant le débat se réfèrent à l'exploitation des ressources minières, l'utilisation rationnelle des eaux souterraines, l'aménagement des bassins versants, le renforcement des capacités des ressources humaines, la promotion des expériences inhérentes à l'adaptation aux changements climatiques, la lutte contre la désertification et l'ensablement des oasis en l'occurrence les palmeraies limitrophes au désert du Sahara (Mhamid, Ktaoua,... etc). La Promotion du partenariat, la réhabilitation des khetaras et la valorisation du savoir faire traditionnel ont été vivement recommandées.

- **Réunion ministérielle africaine sur l'initiative 3S "Soutenabilité, Stabilité, Sécurité"**

C'est une rencontre de haut niveau qui a réuni les ministres africains à Marrakech à la COP22 le mardi 15 novembre au soir. Elle devra permettre de s'accorder sur les mesures concrètes pour faire face aux défis émergents qui pèsent sur le tryptique Soutenabilité-Stabilité et Sécurité une initiative dénommée 3 S qui est l'aboutissement d'une profonde réflexion autour des questions liées aux effets des changements climatiques et de leurs impacts sur la dégradation des terres en Afrique.

Cette rencontre a été ouverte par le Ministre Sénégalais de l'Environnement et du Développement Durable Abdoulaye Bibi Baldé qui a axé son intervention lors de l'ouverture, sur la situation de précarité qui a conduit d'une part des milliers de jeunes à prendre le risque d'une migration d'infortune qui a souvent abouti à des morts d'hommes et qui constitue la plus extrême des situations



qui interpellent tous les niveaux ; d'autre part cette situation difficile et regrettable a offert un terrain de recrutement et de radicalisation des couches vulnérables en particulier la jeunesse ».

Des études récentes ont démontré qu'environ plus de deux cent millions de personnes en Afrique sont touchées par une insécurité alimentaire et hydrique croissante réduisant ainsi les efforts engagés par nos gouvernements pour un développement sain et durable pour ne pas dire un développement sûr ;

La présence de la Secrétaire Exécutive de la Convention des Nations Unies de Lutte Contre la Désertification (CNULCD) Mme Monique Barbut atteste de l'importance que doit accorder l'Afrique à la lutte contre la désertification qui gangrène le continent

Dans son intervention lors de la rencontre des ministres elle a insisté sur les pistes à explorer pour une croissance verte et durable ; pour l'institutionnalisation du partenariat l'espoir est permis pour elle, avant d'ajouter que le G7 et le G20 entendront les forts messages émis lors de cette rencontre ;

A rappeler que la rencontre des ministres africains s'est déroulée outre la présence de madame la secrétaire de la CNULCD, en présence du représentant du ministre des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc, et de plusieurs autres ministres africains où le phénomène migratoire des jeunes est largement revenu lors des discussions

Cet espace a véritablement incarné le front uni qu'entend présenter le continent africain dans les négociations internationales afin de mieux défendre ses intérêts et la détermination à agir face aux enjeux du changement climatique.

La COP 22 entend ainsi être cette de l'action qui engagera la mise en œuvre concrète des engagements entérinés dans l'Accord de Paris entré en vigueur le 4 novembre dernier.

- **Side Event « quelles solutions pour alimenter le monde » - 17 novembre**

Ce side-event du 17 novembre 2016 a réuni autour de la table le chef Moha (adhérent de Bon pour le climat) et Lahcen KABIRI (Président de l'Association Oasis Ferkla pour le Patrimoine). Il était organisé par le C3D (Collège des Directeurs du Développement Durable) France, qui est une association réunissant aujourd'hui plus de 100 directeurs du développement durable et d'organisations privées et publiques représentant plus 2,5 millions de salariés en France.

Cet échange a été l'occasion d'insister à la fois sur la nécessité d'une bonne alimentation dans l'assiette mais aussi de la sauvegarde des territoires. En effet, en Afrique, l'enjeu principal est de savoir comment les habitants vont pouvoir continuer à s'alimenter. Avec le changement climatique, le territoire change et le désert gagne. Les pays d'Afrique doivent faire face à un manque d'eau, de plantations, à des problèmes de déforestation et à un problème de survie des Oasis.

Face à cela, la priorité annoncée par le Maroc pour la COP22 est le Triple A (Agriculture / Adaptation / Afrique).

Cette conférence a été un vif succès, notamment grâce à la présence du chef Maho, célèbre cuisiner au Maroc de par sa popularité à la télévision. Cette notoriété lui confère aujourd'hui une capacité à



embarquer les jeunes dans son projet s'appuyant sur des circuits courts, une agriculture locale et le respect de la nature et des pratiques alimentaires traditionnelles au Maroc.

La participation de l'AOFEP par son président et les autres membres a mis en relief l'importance la gastronomie oasienne et des produits bio oasiens dont les dattes, les carottes, les œufs, le miel (...), l'importance de l'agriculture familiale et de l'agroécologie dans le processus nutritionnel national et dans les oasis.

A la fin Chef Moha a recommandé une recette oasienne traditionnelle : soupe + dattes pour le diner.

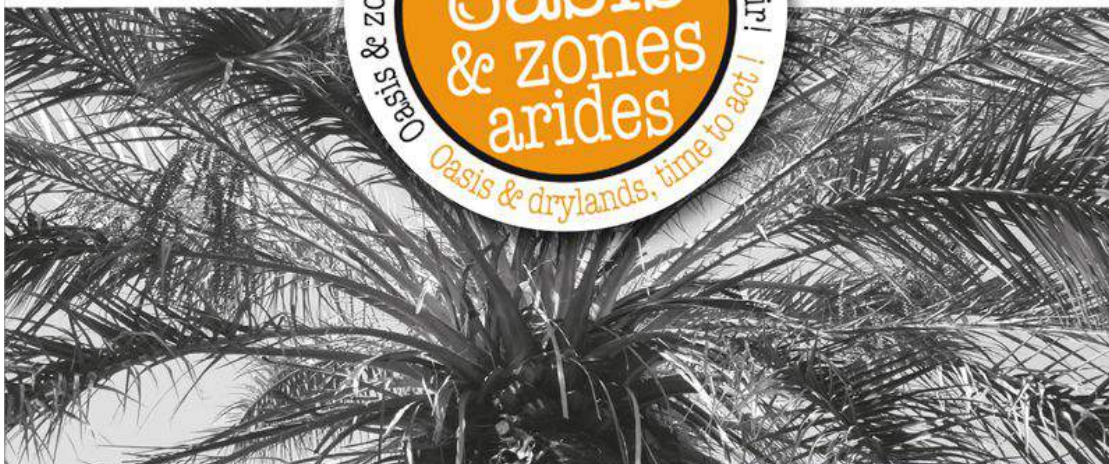
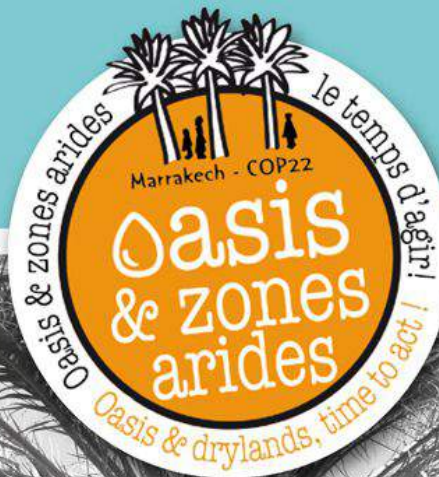


#3 - Pochette OZA distribuée durant la COP22



Oasis & terres arides, le temps d'agir!
 الواحة والأراضي الجافة: حان الوقت للتحرك

Un espace multi-acteurs à l'initiative
 de la société civile pour porter le témoignage,
 la voix et la dynamique des oasis et des terres arides



www.raddo.org



Terres arides et oasis, le temps d'AGIR !

La question oasienne et celle de terres arides cristallisent bon nombre de problématiques liées au changement climatique. Que l'on parle de lutte contre la désertification et la dégradation des terres, d'insécurité alimentaire, de préservation des ressources naturelles et de gestion de l'eau, ces sujets sont partie des problèmes et des solutions de réduction des émissions des gaz à effet de serre (atténuation) et plus encore d'adaptation aux impacts du réchauffement des températures. Les agrosystèmes oasiens sont un parfait exemple qui concentre tous ces sujets. Sous l'impact du réchauffement climatique, les experts convergent sur les incidences attendues autant sur leur écologie que leur développement. Et au-delà, sur les migrations, la sécurité et la paix.

Le développement au défi du climat : la vraie question des négociations internationales

Les 17 objectifs du développement durable adoptés à New York en septembre 2015 constituent désormais un cadre de référence qu'il reste à concrétiser. Parmi les ODD, l'objectif 1 (élimination de la pauvreté), l'objectif 2 (éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, promouvoir l'agriculture durable...), ou 13 (mesures pour lutter contre le changement climatique) s'appliquent particulièrement au contexte des terres arides et des oasis. L'objectif 15 à lui seul est un défi pour ces régions en visant à « préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité ». La cible 15.3 d'atteinte de la neutralité en matière de dégradation des terres est quant à elle déjà confirmée par la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification et met les pays Parties dans l'obligation d'engager l'action. Les terres arides et leurs 2 milliards de personnes font partie des sujets qui comptent. La sécurité

alimentaire par exemple, mentionnée au préambule de l'accord de Paris, constitue un enjeu considérable pour les choix à faire en termes de modèle agricole. Les pays, dans leurs contributions nationales volontaires (INDC) et pour plus de cent d'entre eux, reprennent l'atténuation et l'adaptation de l'agriculture comme une de leur priorité. Toutefois, ces engagements ne peuvent être envisagés qu'au travers de profonds changements en matière de gestion des terres et des sols comme le rappelle la **déclaration de Montpellier « Terres et changement climatique »**.

Dans ce contexte, les initiatives 4/1000 lancées par la France qui vise la séquestration du carbone dans les sols et l'augmentation de la sécurité alimentaire, la neutralité en matière de dégradation des terres et l'initiative triple A (agriculture, adaptation, Afrique) portée par le ministère de l'agriculture marocain offrent de très sérieuses plages de convergence.

Des initiatives croissantes en nombre et une nécessité d'aller de l'avant

Dans ce contexte les politiques publiques et les orientations des bailleurs de fonds sont cruciales. Concernant les oasis, le FEM, la Banque Mondiale, le FIDA ont engagé des actions. La FAO appui la reconnaissance de ces agrosystèmes via notamment l'initiative SIPAM. Plusieurs pays dans le monde, dont des pays du Maghreb développent depuis quelques années des programmes de sauvegarde des oasis et mettent en place des politiques publiques à cet égard. De la même manière, la société civile oasienne, dont le RADDO qui a lancé dès 2001 l'**appel des oasis** au sommet de la terre à Johannesburg, se mobilise en faveur de cette problématique et fait preuve d'une expertise déjà riche.

Toutes ces initiatives témoignent du changement entamé et qui a besoin de s'amplifier notamment en termes de réduction de la vulnérabilité des populations au changement climatique. Comme le soulignent l'**appel de Zagora, de Marrakech ou la déclaration de Tozeur**, tous trois lancés en 2016, les oasis font partie des écosystèmes vulnérables et la notion de justice climatique s'impose pour le soutien à leurs populations. Pourtant, de par leur expérience accumulée, les oasis

présentent un certain nombre de spécificités qui font d'elles des laboratoires d'adaptation aux conditions de l'aridité qui ont démontré depuis des siècles leur capacité à s'inscrire dans la durée. Ainsi, elles constituent des réservoirs de savoir-faire en termes de résilience et d'adaptation au changement climatique comme précisé dans la **déclaration « oasis : au péril du changement climatique »**.

Le temps est venu de reconnaître les terres arides et les oasis comme étant des milieux vulnérables où l'urgence climatique s'impose. Des approches multi-acteurs doivent permettre l'émergence de systèmes agricoles écologiquement intensifs maximisant les fonctions écologiques tout en assurant une productivité satisfaisante. Des solutions doivent être apportées aux questions foncières et la gestion de la ressource en eau doit devenir une priorité. Plus largement, la nécessité de modèles de développement spécifiques, prospères et résilients, intégrant les notions de durabilité et de gestion adaptative doit être prise au sérieux afin de faire de ces régions une solution et non plus un problème.



	<p><i>Appel des oasis, Sommet de la terre, Johannesburg, 2002.</i></p>		<p><i>Lutte contre la désertification : les oasis au péril du changement climatique, Doha, 2012</i></p>	
<p><i>Présentation du concept de LDN, ReSaD, GTD, 2015</i></p>				
<p><i>Manifeste international pour la sauvegarde des oasis et la vie oasienne, Zarzis, 2013</i></p>			<p><i>Déclaration de Montpellier « Terres et changement climatique », Forum Désertif'actions2015, Montpellier, 2015</i></p>	
		<p><i>Appel de Zagora, Zagora, 2016</i></p>		
<p><i>Pour des Oasis durables au Maghreb, UMA, Marrakech, 2016</i></p>				<p><i>Déclaration de Tozeur pour une justice climatique partagée FIO, Tozeur, 2016</i></p>



Zones arides

La désertification et la dégradation des terres restent des phénomènes peu considérés et souffrent d'un malentendu permanent sur leur nature, leur étendue et leur impact. Beaucoup de ces menaces sont collectives et le changement climatique constitue un facteur d'aggravation. Les conséquences de la désertification détériorent davantage les conditions de vie des populations les plus vulnérables, leurs effets sur les rendements agricoles accroissent les migrations forcées tout en alimentant sur place et à longue distance l'instabilité sociale, voire l'insécurité mondiale. La désertification ajoute à la pauvreté des plus pauvres. Pour eux, la mise en œuvre des engagements de la communauté internationale en matière de neutralité de dégradation des terres, en particulier l'objectif 15 et sa cible 15.3 des objectifs du développement durables, ainsi que la transition vers des agricultures écologiquement intensives, sont cruciales.



Les zones arides représentent 1/3 de la surface émergée de la planète

La désertification touche plus de 100 pays dans le monde



La désertification affecte directement 44 % des systèmes cultivés

250 millions d'hommes à travers le monde vivent dans ces zones et souffrent de famine, dont 800 000 paysans



Source : Rapport du GIEC 2013

Au moins 150 millions de personnes vivent dans les oasis à travers le monde



Le Maghreb est recouvert à 75% de zones arides

Les régions oasiennes devraient connaître un réchauffement de 1.1°C en 2030 et de 2.1°C d'ici 2050



Au cours du siècle dernier le Maroc a perdu plus des 2/3 de sa palmeraie

Oasis

Situées en zones arides, les populations oasiennes ont su développer des techniques de gestion rigoureuse des ressources naturelles en faisant des oasis des exemples de développement durable. Les agro-écosystèmes oasiens constituent des lieux uniques de production agricole et des pôles d'activités économiques contribuant à la sécurité alimentaire locale, à la création d'emploi et à la fixation des populations. Malheureusement, les oasis doivent aujourd'hui faire face à différentes crises remettant en cause leur pérennité. L'augmentation des coûts de production, la modification des rapports de l'échange et les problèmes environnementaux remettent en question la durabilité des systèmes agricoles. L'urbanisation vient accentuer la pression sur un foncier agricole fortement morcelé et sur des ressources en eau déjà impactées par la multiplication des forages et une compétition entre les usages (industrie, tourisme...). A cela s'ajoutent les impacts prévus du changement climatique avec des prévisions de réchauffement autour de 2.1°C d'ici 2050 pour les régions oasiennes.

Sources : Revue sécheresse, 1998 - RADD, 2012 - OSS, 2016 - PNUD, 2006



RADDO

Les enjeux des terres arides et des écosystèmes oasiens dans un climat qui se réchauffe sont immenses. Ils pèsent non seulement pour le cinquième de la population mondiale pour qui ils fondent leur mode de vie, mais aussi pour l'équilibre global de la planète, la stabilité sociale et la paix dans le monde. Dans ces zones, l'agriculture, ses modes de gouvernance, la gestion et la valorisation des terres, la gestion de l'eau et de la biodiversité, sont entièrement à repenser d'urgence vers une transition agroécologique visant la neutralité de dégradation des terres. Les écosystèmes oasiens quant à eux, sont les sentinelles et les marqueurs sur la ligne de front de la désertification. C'est pourquoi à la COP22, la société civile organisée au sein de réseaux dont le RADDO, renforce sa mobilisation depuis 2001 pour des oasis résilientes !

“ Les oasiens sont les lanceurs d'alerte pour l'avenir des terres arides dans un climat qui se réchauffe. La société civile se mobilise pour la transition agroécologique de ces territoires. ”

UNCCD

La Convention des Nations-Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) est le seul accord international juridiquement contraignant sur les questions des terres. La Convention œuvre, avec ses 195 Parties et d'autres partenaires à la promotion d'une bonne gestion des terres. Beaucoup d'entre eux visent déjà à atteindre la Neutralité en matière de Dégradation des Terres (NDT) à travers des objectifs nationaux volontaires. En réalisant la NDT, nous garantirons la santé et la productivité de la terre, atténuerons les effets de la sécheresse et rendrons les populations et les écosystèmes affectés plus résilients au changement climatique.

“ Les terres appartiennent aux générations futures, faisons en sorte qu'elles résistent aux changements climatiques. ”



FAO

La FAO accorde une importance particulière aux systèmes oasiens et s'engage à appuyer les gouvernements pour le développement des oasis. Au total, cinq oasis ont déjà été certifiées "Systèmes Ingénieux du Patrimoine Agricole Mondial à conserver pour les générations futures". Pour accompagner les oasis dans leur co-évolution, une meilleure connaissance technique et socio-économique, ainsi que l'identification et la dissémination des technologies adaptées et des bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles et des filières sont à développer pour une meilleure résilience des agrosystèmes oasiens. La FAO met en place une base de données (GIS) et un Atlas dynamiques sur les oasis du Maghreb pour mieux les connaître en vue de préparer des programmes spécifiques pour leur développement.

“ Dans sa mission de contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire, la FAO s'engage à protéger et promouvoir les systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial dont les oasis sont une des expressions. ”

Banque mondiale

La Banque mondiale est engagée dans l'appui à l'amélioration des écosystèmes arides et désertiques et des conditions de vie des populations qui y vivent, et ce à travers plusieurs programmes régionaux tels que TerrAfrica, MENARIDE, MENADELP ainsi que par le financement de plusieurs projets dans les pays. Maintenir la capacité de ces écosystèmes à fournir des biens, des services et des moyens de subsistance d'une manière intégrée représente une pierre angulaire essentielle pour les perspectives de développement à long terme dans ces régions. La Banque poursuivra son appui et œuvrera pour le développement et l'augmentation des opportunités économiques dans ces zones en faisant progresser l'intégration régionale et l'intégration de ces régions dans l'économie mondiale.

“ Poursuivre nos efforts de meilleure gestion des ressources naturelles pour l'augmentation des opportunités économiques et la réduction des disparités dans les zones arides. ”



“

Il y a plus de trente ans, on avait plus de pluies, plus d'eau dans les sources, et la végétation était si dense dans l'oasis qu'on avait peur de se promener sous les palmiers.

Femmes d'Aglaquel, Maroc

”

Nous ignorons aujourd'hui à quel point la plus belle richesse que nous pouvons avoir est sous nos pieds. Les sols et les terres sont les pièces manquantes dans la lutte contre la dégradation des terres et l'adaptation face au changement climatique.

Chef de village burkinabé

#OsezOasis
#StandForDrylands
@AssocARI
www.raddo.org

Membres de l'espace "Oasis Et zones arides"



Partenaires





Membres de l'espace "Oasis & zones arides"



Partenaires



Centre d'Actions et de Réalisations Internationales
 12 rue du courreau, 34380 Viols-le-Fort, France
 +33 (0)4 67 55 61 18 | contact@cariassociation.org
www.cariassociation.org